Les auteurs

Caroline Brandao est responsable du pôle Droit international humanitaire (DIH) à la Croix-Rouge française. Elle est chargée de la promotion et de la diffusion de ce droit qui, pour des raisons humanitaires, cherche à limiter les effets des conflits armés. Elle intègre en 2007 le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge au sein de la direction internationale de la Croix-Rouge française. En dehors des missions de terrain (Afrique du Sud, Azerbaïdjan, Israël, Géorgie, Estonie, Ukraine) avec différentes organisations humanitaires, elle enseigne le droit des conflits armés en France et à l'étranger. Diplômée de l'université de Montréal au Canada et de l'Institut universitaire Kurt Bösh en Suisse, elle a mené des recherches scientifiques sur les nouvelles technologies de l'armement et le respect du DIH au sein de l'université Paris-Ouest-Nanterre-la-Défense et à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) jusqu'en 2015.

Paul Charon est directeur du domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence de l'IRSEM. Docteur en études politiques de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), il a également été formé en langue et civilisation chinoises, en rhétorique et en lettres. Avant de rejoindre l'IRSEM, il a travaillé plus de dix ans en qualité d'analyste du renseignement puis de conseiller prospective au sein du ministère des Armées. Il a été chercheur associé de l'antenne franco-chinoise en sciences humaines et sociales de l'université Qinghua à Pékin. Ses travaux portent sur la propagande, les stratégies narratives et les services de renseignement (notamment de la Chine). Il a publié récemment, avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien* (Équateurs, 2024) et *Les mondes du renseignement. Approches, acteurs, enjeux* (Presses universitaires de France, 2024).

Irène Couzigou est professeure de droit international à l'université d'Aberdeen, au Royaume-Uni, où elle enseigne le droit international général, le droit international du recours à la force et le droit international de la cybersécurité. Ses publications portent sur le droit de la paix et de la sécurité internationale, en particulier le droit international émergent de la cybersécurité, le *jus ad bellum* et le droit des Nations unies. Elle a conseillé le gouvernement écossais sur sa stratégie de cybersécurité, et a collaboré avec les Émirats arabes unis et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) à la lutte contre l'utilisation d'Internet

par des groupes terroristes. En outre, elle évalue régulièrement des ouvrages ou demandes de financement pour Cambridge University Press, Oxford University Press, Routledge et le Fonds belge de la recherche scientifique. Avant de venir à l'université d'Aberdeen, elle a été chercheuse et enseignante dans les universités de Paris 2 (université Panthéon-Assas), Heidelberg et Mannheim. Elle a bénéficié d'allocations de recherche de l'université de Paris 2 (université Panthéon-Assas), l'Office allemand d'échanges universitaires et l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international.

Didier Danet est docteur en sciences de gestion de l'université de Rennes. Habilité à diriger des recherches, il a dirigé le pôle « Mutations de la conflictualité » de l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan jusqu'en 2023. Ses travaux portent sur la robotisation du champ de bataille, notamment la question des systèmes d'armes intégrant de l'autonomie, et la conflictualité dans les champs immatériels. Il a également dirigé le master spécialisé « Gestion des crises et champs immatériels » de l'académie. Il est désormais consultant indépendant, chercheur associé au groupe GEODE (Géopolitique de la datasphère) de l'université Paris 8. Parmi ses productions récentes, il a animé des équipes de spécialistes en vue d'éclairer la réflexion d'institutions nationales et européennes sur des thématiques comme la sécurité cognitive des interventions extérieures ou l'impact des innovations techniques sur les opérations d'influence. Avec Amaël Cattaruzza et Stéphane Taillat, il est le codirecteur de l'ouvrage *Cyberdéfense* publié dans la collection U (Armand Colin).

Jean Félix Delile est maître de conférences à la faculté de droit de Nancy depuis 2015. Docteur en droit de l'université de Bordeaux, il a présenté son habilitation à diriger des recherches à l'université de Lorraine en 2023. Il enseigne le droit public européen à la faculté de droit et au centre européen universitaire de Nancy et dans d'autres universités et instituts européens (Trèves, Sofia, Lublin, Minsk, université de Strasbourg) à des publics variés, allant d'étudiants en formation initiale à des magistrats en exercice. Ses champs d'expertise de recherche sont le droit des relations externes et le droit du contentieux de l'Union européenne, ainsi que l'étude des rapports de systèmes juridiques. Il est l'auteur dans ces domaines de nombreuses publications dans des revues de droit européen de référence ainsi que de plusieurs ouvrages individuels et collectifs. Membre actif de différentes sociétés scientifiques de droit européen (AFEE, AJE), il participe régulièrement à des congrès en France et à l'étranger. Depuis 2019, il est membre élu du Conseil national des universités au sein duquel il participe à ses différentes missions (qualification MCF, avancement en grade, attribution RIPEC). Il a également participé à de nombreux comités de sélection de maître de conférences et expertise régulièrement des projets scientifiques, notamment dans le cadre de l'*European Science foundation*.

Mélanie Dubuy est maître de conférences HDR en droit public à l'université de Lorraine, faculté de droit, Nancy. Elle est membre du laboratoire IRENEE, Institut de recherches sur l'évolution de la Nation et de l'État. Elle enseigne le

droit international public fondamental et appliqué, le droit des organisations internationales. Ses domaines de spécialité sont le droit de la sécurité internationale, le droit du recours à la force armée, l'étude de la guerre et de la paix et l'évolution des menaces à la paix. Elle a encore travaillé sur la fragilisation des États ou le droit à l'autodétermination des peuples. Elle a écrit une thèse sur *La guerre préventive et l'évolution du droit international public* (La Documentation française, 2012). Elle a notamment écrit dans un ouvrage pluridisciplinaire « When the “War on Terror” Undermines the Sovereignty of Fragile, Failing and Failed States », in Grégory Daho et Yann Richard (dir.). *War, State and Sovereignty. Interdisciplinary Challenges and Perspectives for the social Sciences* (Palgrave Macmillan, 2023, p. 159-183). Publiciste internationaliste, elle a publié un article dans une revue de relations internationales : « Des relations complémentaires aux relations de rivalité entre l'UE et l'OTAN dans la lutte contre la piraterie maritime. Quand l'Union sort de l'éclipse otanienne », *AFRI*, vol. XIX, 2018, p. 487-501. Elle a dirigé plusieurs thèses en droit de la sécurité internationale.

Florent Favière est docteur en droit public à l'université de Rennes et en droit de l'Union européenne à l'Alma Mater Studiorum – Università di Bologna, membre de l'Institut de l'Ouest : Droit et Europe (IODE UMR CNRS 6262) et du Centro Internazionale Ricerche sul Diritto Europeo (CIRDE). Il a rédigé et soutenu une thèse sur *L'objectif de sécurité en droit de l'Union européenne : articulations entre la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et l'Espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ)*. Son travail abordait les thématiques sécuritaires liées au terrorisme, à la criminalité organisée, à la gestion des frontières extérieures et aux menaces hybrides. En parallèle, il a diversifié son champ d'études en ciblant spécifiquement la cybersécurité et la lutte contre les manipulations de l'information, à travers plusieurs contributions écrites et orales et en participant aux travaux d'un groupe de travail au sein du pôle d'Excellence cyber. Il occupe désormais le poste d'expert juridique en droit européen au sein du ministère des Armées.

Aude Géry est chercheuse au sein de GEODE (Institut français de géopolitique, université Paris 8). Ses recherches portent sur la régulation internationale de l'espace numérique. Elle travaille en particulier sur l'interprétation du droit international aux activités numériques, les politiques juridiques extérieures des États, le multilatéralisme et les nouvelles technologies ou encore la lutte contre la prolifération des capacités cyber offensives. Ses recherches de doctorat ont reçu plusieurs prix, dont celui de la Branche française de l'Association de droit international. Elle a participé à plusieurs dialogues de haut niveau diplomatiques sur les questions numériques et s'entretient régulièrement avec des acteurs étatiques et non étatiques sur ces sujets.

Jean-Vincent Holeindre est docteur et agrégé en science politique. Professeur des universités, il dirige le Centre Thucydide et le master Relations internationales à l'université Paris-Panthéon-Assas. Codirecteur de l'*Annuaire français de relations*

internationales, il a été directeur scientifique de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM, ministère des Armées) entre 2016 et 2022. Ses enseignements et ses recherches se situent au croisement de la philosophie politique, des études stratégiques et des relations internationales. Il a publié notamment *La ruse et la force. Une autre histoire de la stratégie* (Perrin, 2017). Cet ouvrage a obtenu le prix Émile Perreau-Saussine attribué chaque année à un chercheur en sciences humaines et sociales de moins de 40 ans ainsi que le prix Maréchal Foch de l'Académie française, en 2019. Il a récemment dirigé, avec Julian Fernandez, *Nations désunies ? La crise du multilatéralisme dans les relations internationales* (CNRS Éditions, 2022).

Aimoi Moussodji est doctorante de l'Institut de recherches sur l'évolution de la Nation et de l'État (IRENEE) à l'université de Lorraine (UL). Son champ de recherche et sa spécialisation portent sur le droit international de la cybersécurité, le droit des organisations internationales et le droit de la sécurité collective. Sa thèse, réalisée dans le cadre d'un contrat doctoral, traite de « la réaction des organisations internationales et régionales de sécurité et de défense face aux cybermenaces ». En parallèle de sa recherche doctorale, elle a assuré des missions d'enseignement en droit public au sein de l'UL en qualité d'Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER), et participe régulièrement aux journées d'études des doctorants et aux colloques organisés à l'UL et dans d'autres facultés.

Julien Nocetti est chercheur au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Il est également chercheur associé à GEODE (Géopolitique de la datasphère, université Paris 8) et à l'Institut français des relations internationales (IFRI). Docteur en science politique, il enseigne depuis 2024 la géopolitique des technologies à l'École d'affaires internationales de Sciences Po Paris (PSIA). Il a été enseignant-chercheur à l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan (2019-2023) et chercheur à l'IFRI (2009-2019). Ses travaux portent principalement sur la conflictualité et la diplomatie du numérique et de l'intelligence artificielle, ainsi que sur la politique étrangère russe. Il est membre du conseil scientifique et du comité de rédaction de la revue *Études françaises de renseignement et de cyber*.

Lucie Paiola est docteure en droit et maîtresse de conférences en droit public à l'université de Rennes. Membre de l'Institut du droit public et de la science politique (IDPSP) et spécialisée en droit international public, elle s'intéresse en particulier à l'étude des conflits armés et au processus de reconstruction de la paix. Elle est l'auteure d'une thèse intitulée *Le cessez-le-feu en droit international* (université de Rennes, 2019). Elle a également mené des travaux de recherche dans le domaine du droit international pénal et dans celui du droit international des droits de l'homme, notamment à propos de la protection internationale et européenne des exilés de guerre. Son champ d'études s'ouvre à d'autres thématiques, notamment dans le domaine du droit international de la santé ou en droit du contentieux international. Elle a récemment contribué au dossier spécial « Le retour de la

guerre » publié dans la revue *Confluence des droits* et coordonné par les professeurs Romain Le Bœuf et Caterina Severino.

Stéphane Taillat est maître de conférences HDR en histoire et civilisation contemporaine à l'Institut français de géopolitique de l'université Paris 8, en détachement à l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan où il enseigne les relations internationales et les études stratégiques. Il est responsable de l'axe de recherche « mutations des conflits contemporains » au pôle SHS du Centre de recherche de Saint-Cyr Coëtquidan (CReC) et chercheur à GEODE (Géopolitique de la datasphère). Il est directeur scientifique du master spécialisé « Cyberdéfense et champs immatériels ». Ses travaux portent sur la transformation de la puissance militaire et sur les enjeux géopolitiques du cyberspace. Plus spécifiquement, il travaille sur les dimensions internes et externes des politiques de cybersécurité aux États-Unis, ainsi que sur la politique étrangère de cet acteur. Il a codirigé *Guerre et stratégie, approches, concepts* (Presses universitaires de France, 2015) avec Joseph Henrotin et Olivier Schmitt ainsi que *La cyberdéfense, politique de l'espace numérique* (Armand Colin, 2018 et 2023) avec Amaël Cattaruzza et Didier Danet. Il est l'auteur de *De la cybersécurité en Amérique : puissance et vulnérabilités à l'ère numérique* (Presses universitaires de France, 2024).

Sandrine Turgis est maître de conférences HDR en droit public à l'université de Rennes, membre de l'Institut de l'Ouest : Droit et Europe (IODE-UMR CNRS 6262) et chercheur associé au Centre de recherche de Saint-Cyr Coëtquidan (CReC). Elle codirige le master 2 Affaires internationales au local à l'université de Rennes. Ses recherches se situent principalement au croisement du droit international et européen des droits de l'homme et des enjeux liés au numérique et à la cybersécurité. Ainsi elle a notamment dirigé aux Presses universitaires de Rennes l'ouvrage *Les données numériques des migrants et des réfugiés sous l'angle du droit européen*, (2020). Elle codirige et a codirigé des projets de recherches pluridisciplinaires pouvant mobiliser au-delà des juristes, les spécialistes de la science informatique ainsi que les sociologues, à l'image de la publication : Alexandra Bensamoun, Maryline Boizard et Sandrine Turgis (dir.), *Le profilage en ligne : entre libéralisme et régulation* (Paris, Mare & Martin, 2020). Ses actuels travaux portent sur la manipulation de l'information, la *Blockchain* et la *Privacy* ainsi que les droits des réfugiés à l'ère numérique.